

Bobine B

Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International (en anglais).

« Si je jette un regard rétrospectif sur 2007, je revois les moines en robes safran au Myanmar, les avocats en costumes noirs au Pakistan, qui tous demandaient justice, demandaient l'égalité, demandaient l'état de droit, demandaient les droits humains. Des gens se sont rassemblés dans les rues, et ce sont eux qui, en 2007, ont discrédité les gouvernements. »

Manifestations mondiales d'Amnesty International.

1. Pakistan : manifestation organisée par des militants d'Amnesty International et des juristes devant le 10, Downing Street, le 26 janvier 2008, afin de protester contre les atteintes aux droits humains commises au Pakistan.
2. Sierra Leone : manifestation organisée par Amnesty International et des organisations locales à Makeni, en Sierra Leone, le 1er novembre 2007, à l'occasion du lancement d'un rapport sur les réparations à accorder aux victimes de violences sexuelles.
3. Darfour, Soudan : Journée d'action mondiale pour le Darfour coordonnée par des militants d'Amnesty International : Londres et Maroc, 2007.
4. Marche de la fierté, Riga : marche organisée à Riga en juin 2007 par des organisations locales. Des militants d'Amnesty International les ont rejoints.
5. Peine de mort : Congrès mondial contre la peine de mort, Paris, le 3 février 2007. Amnesty International a pris part à l'appel pour l'abolition de cette peine.
6. U Win Tin, Myanmar : manifestation organisée à Paris par Amnesty International et Reporters sans frontières, en faveur de la libération de U Win Tin, le plus ancien prisonnier d'opinion du Myanmar.
7. Guantánamo Bay : Journée d'action mondiale organisée en janvier 2008 par des militants d'Amnesty International pour exiger la fermeture du centre de détention de Guantánamo, à l'occasion du 6e anniversaire de son ouverture.
8. Forum social mondial : Appel mondial à l'action contre la pauvreté, lancé lors du Forum social mondial en janvier 2005 au Brésil. Amnesty International s'est joint à l'appel.
9. Myanmar : Manifestation à Londres en octobre 2007 pour protester contre la répression brutale des autorités du Myanmar face à des mouvements de protestation pacifiques. Des militants d'Amnesty International ont participé à la manifestation.

Australie :

Le 13 février 2008, Kevin Rudd, le Premier ministre australien, a présenté des excuses officielles au Parlement, à Canberra, pour les violations des droits humains commises contre les Aborigènes.

Discours de Kevin Rudd, Premier ministre australien (en anglais).

« Nous nous excusons pour les lois et politiques des Parlements et gouvernements successifs qui ont causé de grandes peines, souffrances et pertes à nos compatriotes australiens. Nous nous excusons en particulier pour

les souffrances des enfants autochtones et des îles du détroit de Torrès, qui ont été enlevés à leurs familles, à leurs communautés et à leurs terres.»

Brésil :

En mai 2006, des membres du Primeiro Comando da Capital (PCC, Premier commando de la capitale), une célèbre organisation criminelle de São Paul, ont pris les rues d'assaut à Santos. En une semaine environ, plus de 400 personnes ont été tuées dans l'État, majoritairement par des hommes masqués liés à la police ou par des gangs criminels. Ces homicides ont rarement fait l'objet d'enquêtes, si tant est qu'il y ait eu enquête.

Contexte :

Debora Maria da Silva est l'une de ces milliers de femmes qui doivent se battre pour vivre, élever leurs enfants, et obtenir justice dans un contexte de violence liée aussi bien aux agissements de la police qu'à ceux des bandes criminelles. Rogerio, le fils de Debora, avait vingt-neuf ans. Il a été abattu de cinq balles alors qu'il rentrait à son domicile, dans la banlieue de Santos, le 15 mai 2006. Debora continue de lutter pour obtenir justice après la perte de son fils.

Interview : Debora Maria da Silva (en portugais).

« C'est mon fils. C'est son fils. Et c'est le symbole qui était dans son cœur. Il adorait le club de football de Santos. »

Interview : Debora Maria da Silva (en portugais).

«Au Brésil, la majorité des gens est pauvre et n'a pas le droit de s'exprimer. Quand les gens savent ce qu'il se passe, ils ont peur. Ils sont réduits au silence par l'impunité extrême qui règne ici. »

Colombie

Contexte :

En Colombie, des atteintes aux droits humains et des violations du droit international humanitaire sont commises par toutes les parties au conflit : la guérilla, les forces de sécurité et les groupes paramilitaires, qui agissent parfois seuls, et parfois avec la collaboration ou l'aval des forces de sécurité.

Israël et territoires occupés

Contexte :

En 2007, la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés par Israël est restée dramatique. L'armée israélienne a tué plus de 370 Palestiniens (des civils pour la moitié, y compris 50 enfants) et détruit plus d'une centaine de leurs habitations. Des restrictions de plus en plus sévères entravaient la liberté de mouvement des Palestiniens.

Treize Israéliens, dont sept civils, ont été tués dans des attaques perpétrées par des groupes armés palestiniens.

Contexte :

En décembre 2006, la secrétaire générale d'Amnesty International, Irene Khan, s'est rendue en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, et a rencontré des représentants de l'Autorité palestinienne.

Kenya

Contexte :

Les élections contestées du 27 décembre 2007 ont déclenché une succession de violents affrontements et de graves atteintes aux droits humains. Au moins 1 000 personnes ont été tuées jusqu'à présent, et plus de 300 000 ont été déplacées. Amnesty International appelle les dirigeants kenyans à protéger les droits humains de la population du pays.

Malcolm Nance, ancien consultant pour la lutte contre le terrorisme auprès du gouvernement américain.

Malcolm Nance évoque pour Amnesty International le « waterboarding » (une torture par simulacre de noyade) et d'autres techniques d'interrogatoire utilisées dans la lutte contre le terrorisme.

Interview : Malcolm Nance, ancien consultant pour la lutte contre le terrorisme auprès du gouvernement américain (en anglais).

« C'est tellement non américain ! Ce n'est pas comme ça que nos forces armées se battent. Ce n'est pas ce que nous avons choisi. Les services de renseignements ont également de sérieux doutes sur les ordres qu'ils ont reçus. Et nous n'en sommes pas arrivés là simplement parce que quelqu'un a dit un beau jour : « Vous savez ce qui serait super de faire à Guantanamo ? On pourrait soumettre les prisonniers à une grosse pression physique. Traitons-les comme ça ! » Il a fallu en fait que des ordres, ou des recommandations, soient donnés. Et il a fallu que cela passe par l'ensemble de la chaîne de commandement, et que celle-ci réponde « c'est une excellente idée ! ». L'aspect central de la question, c'est que quelqu'un a décidé que ça valait la peine de jeter aux oubliettes la longue tradition américaine de respect pour les droits humains afin de lutter contre ce groupe terroriste microscopique qui a su déjouer magistralement notre système de défense. Et cette personne a décidé qu'il faudrait employer une tactique presque identique à celle de l'ennemi. C'est tout bonnement aberrant. »

Murat Kurnaz, ancien détenu de Guantanamo Bay.

Contexte :

Murat Kurnaz, originaire de Brême, en Allemagne, a été arrêté au Pakistan en novembre 2001. Peu après, il a été remis aux autorités américaines à Kandahar, en Afghanistan. Sa famille a appris en janvier 2002 qu'il était détenu à Guantánamo et elle a reçu sa première lettre deux mois plus tard. Murat Kurnaz affirme avoir été torturé et maltraité lorsqu'il se trouvait en détention sous la responsabilité des États-Unis.

Murat Kurnaz a été libéré de Guantánamo le 24 août 2006, après avoir été détenu pendant quatre ans et huit mois sans inculpation ni jugement. Les

seuls contacts qu'il avait avec sa famille passaient par des échanges de lettres très censurées.

Interview : Murat Kurnaz, ancien détenu de Guantanamo Bay (en anglais).

« Avant d'être emprisonné, j'avais vu de nombreux films hollywoodiens, où l'on lutte contre la torture, les crimes et les méchants en général. Dans ces films, les lois sont justes, c'est la démocratie, tout ça. Après, en prison, j'ai vu le véritable gouvernement américain en action, et il ne ressemblait pas du tout à celui que je croyais connaître. »

Ils m'ont soumis à des électrochocs, au « waterboarding ». Ils appellent ça aussi « traitement par l'eau ». Ils ont rempli un seau d'eau et m'ont plongé la tête dedans, tout en me frappant l'estomac. Comme ça, j'étais forcé d'avaler de l'eau, ce qui rendait la technique encore plus dure à supporter. »

Myanmar

Contexte :

En septembre 2007, les moines du Myanmar sont descendus dans les rues de Yangon et ailleurs dans le pays afin d'exprimer leur mécontentement, ainsi que celui de la population en général, face aux violations commises par le gouvernement militaire. Les autorités ont violemment réprimé ces manifestations.

Moine (identité masquée)

Contexte :

Cette personne de trente et un ans a été moine pendant onze ans. Elle est arrivée récemment au Myanmar depuis la Thaïlande. Ce moine a été témoin de confrontations entre manifestants et policiers à la pagode Shwe Dagon, le 26 septembre 2007.

Interview : le moine (en birman) :

« Les moines ont essentiellement subi des blessures à la tête. Certains civils, eux, ont été blessés aux jambes. Certains blessés avaient tellement de sang sur le corps qu'il était impossible de dire d'où il venait. Certains moines avaient perdu la partie supérieure de leur robe. J'ai vu des civils aider les moines blessés. La plupart de leurs blessures se situaient à la tête. La police antiémeute visait la tête. »

Pakistan

Contexte :

Les avocats pakistanais sont descendus dans les rues pour protester contre le limogeage du président de la Cour suprême par le président Pervez Musharraf, à la fin de l'année 2007.

Roms

Contexte :

En février 2007, des délégués d'Amnesty International se sont rendus dans les villages de Letanovce et de Jarovnice, dans l'est de la Slovaquie, afin d'étudier l'accès à l'éducation des enfants roms, ainsi que les conditions de vie de leurs familles.

En matière d'éducation, un grand nombre d'enfants roms continuent de subir une ségrégation de fait, et se retrouvent dans des écoles réservées aux Roms. D'autres sont placés dans des écoles ou des classes spéciales pour les enfants souffrant de handicaps physiques et mentaux, ou requérant une attention spécifique.

Contexte :

Ladislav Husar vit avec sa femme et ses enfants dans le quartier rom de Jarovnice. Sa maison comporte deux petites chambres et une cuisine. Ils ont l'électricité, mais pas l'eau courante.

Interview : Ladislav Husar

« Oui, la discrimination existe, et elle est très répandue. Avant, pendant le communisme, les enfants roms et les autres étaient ensemble à l'école. Les non-Roms se plaignaient de nous et prétendaient que nous les gênions et leur volions des choses. Mais c'était faux. »